

Car touches #2

Missions Locales et Insertion
la
cgt
de
Bretagne

JOURNÉE D'INFORMATION SYNDICALE

FRANCE TRAVAIL, RÉSISTER AU ROULEAU-COMPRESSEUR,
AVANT, PENDANT ET APRÈS

JEUDI 22 JUIN 2023

DE 9H à 17H

Le Chêne Vert. Plérin



Prêts de 30% des salarié.es des Missions Locales de Bretagne réunis à Plérin à l'invitation de la CGT ML de Bretagne !

Journée chaude, dense, intense.

Retour sur ce temps fort où la menace France Travail suscite beaucoup (beaucoup) d'inquiétudes et aussi l'envie d'en découdre pour défendre nos métiers, nos valeurs, nos publics !

France Travail arrive dans la foulée d'une série de lois antisociales qui ne peuvent que rendre méfiant

Une petite liste non exhaustive des principales lois macronistes nous donne un clair contexte législatif et politique de la future loi France Travail. Rien qu'en matière « sociale », dès 2017 **contre le code du travail** : création des CSE dont les effets sur le dialogue social sont unanimement négatifs ; **inversion de la hiérarchie des normes** pour faciliter les licenciements et **affaiblir le droit des travailleurs-ses** ; **barèmes des prud'hommes** pour déresponsabiliser les entreprises et décourager les salarié.es de se défendre. Tout récemment une loi pour requalifier les abandons de poste en faute grave et lourde et ainsi ne plus indemniser les personnes. La loi inique pour la **suppression de l'ISF**, **exonération massive des impôts sur les entreprises** d'un côté, de l'autre, **durcissement des règles de l'indemnisation chômage** puis dans un second temps réduction des niveaux d'indemnisation : **faible avec les riches, dur avec les humbles, c'est la signature Macron**. Et que dire des lois liberticides, des lâchetés législatives climaticides, de la **destruction de TOUS les services publics** et du vol de 2 années de vie par le scandale démocratique de la loi sur les **Retraites** ?!!

La création de France Travail s'inscrit dans cette saignée idéologique, tout ce qui l'entourera ne sera que marketing.

Alors oui, il y a de bonnes raisons d'en être très inquiet.

Intervention de Guillaume Bourdic

Conseiller Pôle Emploi à Concarneau,
membre, entre autres, du groupe de
travail confédéral CGT sur
France Travail

Guillaume a eu la lourde tâche de nous présenter la genèse et les différents développements de la Loi dite « du plein-emploi » bientôt discutée aux parlements. Des consultations tronquées de 2022 au rapport Guilluy reporté 3 fois jusqu'en avril 2023 ainsi que l'avant-projet de loi et le Projet de Loi de juin 2023. Ici vous retrouverez l'essentiel des informations apportées pour tout comprendre de cette loi, qui pour la CGT, est une grave régression sociale, une de plus, qui livre le SPE aux marchands : [Dossier CGT France Travail](#)



Le Réseau des Missions Locales

Un réseau ML bien secoué

l'UNML, le patronat des Missions Locales, porte une lourde responsabilité dans la longue période d'asservissement des ML aux injonctions gouvernementales. Il s'est aplati face à la destruction de la Garantie Jeunes au profit du CEJ honni (« Sois CEJ et tais-toi ! »), ne trouvant que peu à redire sur la mise en concurrence avec Pôle Emploi. Il s'est félicité à son congrès à Tours en octobre 2022 de la visite du ministre Dussopt et de la considération qu'on portait aux ML... Jusqu'en janvier-février 2023, il n'a pas voulu voir les menaces sérieuses que France Travail allait faire peser sur les ML. Mais c'était sans compter sur l'extrême hétérogénéité politique du réseau, dont les président.es sont toutes et tous élu.es, et de tous bords. Les frondes internes se sont multipliées, plus ou moins fracassantes en fonction des territoires. Dans beaucoup de structures les directions ont bien du mal à contenir les questions et craintes des salarié.es, directement ou relayées par les syndiqué.es et CSE. L'ANDML, qui regroupe les directions des ML adhérentes, pousse de ce fait à une attitude plus offensive de l'UNML. Une pétition « pirate » de plusieurs président.es de ML circule, des anciens responsables de l'UNML s'expriment ouvertement. Conséquence, voici le dernier communiqué de l'UNML, bien différent des premiers : [Communiqué UNML 23 juin 2023](#)

Ils et elle auraient voulu être présent.es et ont été excusé.es

- La CGT chômeurs et précaires du Morbihan



**Baisse des allocations chômage,
report de 2 ans de l'âge de la retraite :**
Contre l'ultra-précarité, ne nous laissons pas faire !

- Catherine Quéric, conseillère départementale PCF, salariée de Cap Emploi, syndiquée CGT. Menacée par les fascistes.

L'intervention d'Hadrien Clouet a été très appréciée. Sociologue du travail, spécialiste des politiques publiques de l'emploi, il va cosigner en septembre un livre sur le contrôle des chômeurs et de la recherche d'emploi. Député LFI-Nupes, il intervient très régulièrement à l'Assemblée Nationale (AN) et fera partie pour son groupe politique des 4 député.es chargé.es de suivre et d'amender les travaux sur France Travail.

Hadrien Clouet a pris beaucoup de notes suite aux questions et interventions des collègues lors de cette journée. Ces témoignages du terrain nourriront les argumentaires portés à l'Assemblée.



Retenons quelques éléments forts de sa riche et dense intervention.

Le projet France Travail dit « Pour le plein-emploi » est trompeur dès son intitulé. Il renvoie à une réalité du calcul du chômage qui n'est pas neutre et qui ignore notamment le « halo » qui l'entoure. Ce biais idéologique n'est pas sans conséquence sur les moyens mis en œuvre pour le faire baisser, même artificiellement. France Travail est cet outil. A défaut de s'attaquer aux questions des conditions de travail, des salaires, des qualifications... le Gouvernement, avec la bénédiction du patronat, préfère stigmatiser et contrôler. La conséquence : des conditions de plus en plus difficiles et intenables pour les chômeurs, sommés de répondre aux besoins immédiats des employeurs, bassin par bassin. Or, ce sont bien les conditions d'indemnisation et de traitement des précaires et chômeurs qui déterminent la pérennité et la qualité des emplois existants. Un chômeur qui n'aurait plus de droits sera, pour survivre, prêt à tout pour gagner un salaire, même occuper le vôtre pour la moitié du salaire. « Le Code du Travail n'existe que parce que les DE sont protégés ».

France Travail est donc bien l'affaire de toutes et tous, pas seulement celle des pauvres et précaires. C'est pourtant le contrôle et la coercition qui sont prônés par FT, à travers les contrats d'engagement obligatoires, les ORE (offres

raisonnables d'emploi), les fameuses 15 à 20 heures expérimentées lamentablement dans le cadre du CEJ, le recrutement des CRE (contrôleurs de recherche d'emploi), le régime de sanctions revu et durci etc. Or, là aussi, les études montrent que les injonctions faites au SPE de ne se focaliser que sur la recherche effective et visible d'emploi est inepte. En effet, c'est bien notamment grâce à la sociabilité et les relations sociales, impossibles « à contrôler », que l'on trouve plus rapidement du travail.

France Travail inquiète aussi dans tous ces recoins législatifs qui peuvent avoir de graves conséquences pour les populations concernées, comme les bénéficiaires du RSA et leurs ayant-droits, les personnes TH, et aussi les jeunes pour lesquels les ML sont bien plus que des structures d'accès à l'emploi, mais surtout à la citoyenneté. « La République sociale, c'est celle des ML ! ». FT pâtit de plus d'un modèle de pilotage qui confine à l'usine à gaz. Personne ne sait véritablement qui va faire quoi. Néanmoins, dans la logique d'être le bras armé du patronat, il se verra être « au plus près des territoires », avec toutes les dérives imaginables : du dumping social entre territoires, des primes aux moins disant socialement, de la main-d'œuvre corvéable immédiatement disponible, partout et tout le temps. Pourtant, ce n'est pas forcément ce que cherche le patronat qui embauche des personnes qualifiées. Ce système vaudrait

essentiellement pour les désormais fameuses et fumeuses « offres d'emploi non pourvues », qui ne correspondent à rien si ce n'est pour culpabiliser les DE et pressurer les salaires de celles et ceux qui travaillent. « Ce n'est pas de France Travail dont la France a besoin c'est de France Qualif ! ».

Est-ce que tout est perdu ? Non ! Le projet de loi arrive au Sénat début juillet. Il n'arrivera à l'AN qu'en septembre, à moins d'un coup de force. D'ici-là, il y a moyen de convaincre, de peser. Par les diffusions d'information et les mobilisations comme aujourd'hui, par l'interpellation des élu.es, par la présence physique si besoin (occupation, grève, manif etc.). Par les débats en commission et aux parlements. Les parlementaires macronistes peuvent être convaincus, mais oui, ou avoir très peur des réactions sur terrain, comme pour les Retraites. Il faut donc être OFFENSIF !



Et ici la toute récente interview qu'il a donnée à la Dépêche du Midi suite aux nouvelles saillies anti-chômeurs de Macron à Marseille :

Facile de trouver un emploi selon Macron : le député LFI Hadrien Clouet explique pourquoi il est "choqué" par les propos du Président – La Dépêche du Midi 28/06/2023

En réponse à une mère qui s'inquiète des difficultés de son fils en fin de droits, Emmanuel Macron affirme pouvoir trouver "dix emplois" sur le Vieux-Port à Marseille. Le député LFI de Haute-Garonne Hadrien Clouet se dit "choqué" par ces propos.

Qu'avez-vous pensé des déclarations d'Emmanuel Macron sur les emplois disponibles sur le Vieux-Port ?

Je suis choqué. Dire qu'il trouve dix emplois sur le Vieux-Port d'accord, mais il y a 102 000 personnes inscrites à Pôle emploi à Marseille : ça en laisse beaucoup sur le carreau. En France : il y a plus de personnes en recherche d'emploi que d'offres disponibles.

Ce sont en priorité les plus qualifiés ou ceux qui sortent d'un emploi qui arrivent à se faire embaucher. Ce n'est pas dix mais 3 000 offres qu'il faudrait sur le Vieux-Port ! Ce n'est pas un hasard si Emmanuel Macron a choisi d'évoquer l'hôtellerie-restauration, le secteur où le patronat résiste à toute hausse de salaire et où un accord a été signé avec certains pays pour faire venir de la main-d'œuvre moins payée.

Comment faire pour que ce jeune Marseillais qui ne touche plus de RSA retrouve un emploi ? Faut-il qu'il aille sur le Vieux-Port ?

C'est l'idée qu'il faudrait prendre n'importe quelle offre quand on est en fin de droits. Les gens qu'on fait changer de boulot tous les deux ans, ne parviennent pas à monter en compétence. On les enferme dans une spirale. Lorsqu'on vous propose un travail pénible le dimanche soir au smic, ça ne me choque pas qu'on n'arrive pas à embaucher. Si vous voulez recruter quelqu'un qui n'aura pas de vie de famille, à 30 km de chez lui, il faut le payer correctement.

Il y a pourtant des milliers d'emplois non pourvus notamment dans l'hôtellerie-restauration.

C'est seulement 1 % des offres qui ne trouvent pas preneurs. Il faut rappeler qu'il y a vingt millions de recrutements chaque année pour 300 000 emplois non pourvus. Plus de 98 % des offres trouvent preneurs, je n'appelle pas ça une catastrophe.

En revanche, il y a un travail à faire sur la qualité des offres. Il y a des secteurs où les employeurs font des efforts mais d'autres où les gens sont maltraités. Il faut une réflexion sur comment on améliore les conditions de travail, on sécurise les contrats et on élève les salaires.

Le gouvernement veut atteindre le plein-emploi. Vous y croyez ?

Je n'y crois pas du tout. On se focalise sur le taux de chômage. Or, il suffit de donner un stage d'une heure par semaine à une personne pour être sorti des chiffres. Un récent rapport estime que sept millions de personnes cherchent un travail en France parce que plein de gens ne sont pas inscrits au service public de l'emploi.

Et le RSA sous condition, est-ce une bonne idée ?

C'est une perversion à plusieurs niveaux. Le RSA, c'est un minimum vital, l'idée que dans une société moderne, on ne laisse pas mourir les gens. C'est 600 euros pour survivre. Le problème dans ce pays, c'est que les allocataires n'ont pas d'accompagnement et que ceux qui veulent un rendez-vous n'y arrivent pas. On nous explique qu'il y aura 40 allocataires par conseiller. Il faudrait donc en embaucher 50 000. On en reparlera le jour où ils seront recrutés. Ce projet, c'est une manière de faire pression sur les allocataires, de les forcer à accepter des petits boulots sous-payés.

Que fait la CGT ML ? Beaucoup. Dès mars 2022 elle demande que soit mis fin au CEJ, cheval de Troie avéré de France Travail. Elle manifeste en octobre 2022 devant le palais des congrès à Tours où se déroule l'AG de l'UNML et alerte déjà sur la menace France Travail. Au niveau national les rencontres avec l'UNML et le ministère du Travail sont fréquentes pour mettre en garde. Un travail intensif de décryptage des textes est permanent (sur fond de luttes pour les Retraites). La CGT ML nationale presse l'UNML pour renforcer urgemment la CCN et garantir le maximum de droits aux salarié.es ainsi mieux protégé.es. Elle argumente par des dossiers comme « [Le CEJ ou l'enfer du décor](#) » et « [France Travail : le rapport qui achève les Missions Locales](#) ». Au niveau régional, la CGT ML assure une veille intense, multiplie aussi les rencontres avec l'ARML, CGT Pôle Emploi et Collectifs de chômeurs CGT afin de préparer la riposte, elle propose d'informer et d'armer les collègues comme à Plérin le 22 juin, et au niveau local, par le biais de ses élu.es informé.es, elle encourage les rencontres avec les présidences afin d'échanger et d'alerter sur FT.

Enfin, consciente de la force du collectif, elle relaye à tout le réseau l'extrême inquiétude des salarié.es ML qui ne sont pas prêt.es de se laisser faire et qui seront obstiné.es pour défendre leurs valeurs (l'approche et l'accompagnement global, l'inconditionnalité de l'accueil, le refus du contrôle et de la stigmatisation...), leurs métiers, le sens de leur travail, le respect dû au public.

La CGT ML de Bretagne soutiendra toute action allant dans ce sens et pourra aussi solliciter la mobilisation s'il le faut. Elle se tient disponible pour venir vous rencontrer, débattre, vous aider à vous organiser.



Les militants et militantes bénévoles du syndicat CGT ML de Bretagne ont été ravi.es de vous accueillir ce jeudi 22 juin à Plérin. Sachez juste que l'organisation n'a pas été simple du tout. Nous avons réservé une salle à l'auberge de Jeunesse de Saint-Brieuc mais, avec 90m² nous aurions été les uns sur les autres. Nous avons donc collectivement fait le choix de recevoir tout le monde, dans une salle 5 fois plus chère. De plus, comme nous nous étions engagés à ne pas faire payer le repas, nos finances, entièrement issues des cotisations, ainsi qu'une aide de la Fédération CGT des Organismes sociaux à laquelle notre syndicat est rattaché, ont été rudement éprouvées. Nous avons donc dû faire très attention aux dépenses annexes (cafés à volonté, repas complet etc.). Merci encore de la compréhension dont vous avez fait preuve en contribuant, en plus de votre présence ou de votre cotisation, à la caisse de soutien qui a circulé le midi !